



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 4

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le programme d'appui à la réforme de l'état civil (PAREC)

Intitulé/numéro CRIS	Programme d'appui à la réforme de l'état civil (PAREC) Numéro CRIS: NE/FED/038-468 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement			
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Niger L'action sera menée dans l'ensemble du pays			
3. Document de programmation	Programme Indicatif National (PIN) 11 ^e Fonds européen de développement (FED) Niger (2014-2020)			
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Sécurité, gouvernance et consolidation de la paix.			
5. Montants concernés	Coût total estimé: 10 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 10 000 000 EUR			
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité projet Gestion indirecte avec une organisation internationale			
7. Code(s) CAD	15110 Politique/programmes en matière de population et gestion administrative			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	climatique			
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Domaine d'intervention du Plan d'action de La Valette	Domaine 2: Migration légale et mobilité Domaine 5: Retour, réadmission et réintégration			

RESUME

Contexte : Disposant d'une législation datant de la période coloniale (arrêté du 16 août 1950), la réforme de l'état civil, intervenue en 2007, a permis à l'Etat du Niger de se doter d'une politique nationale de l'état civil (PNEC). Aujourd'hui, on observe que l'offre des services d'état civil a augmenté et l'enregistrement des faits d'état civil a évolué significativement, avec un taux de 64 % pour les naissances. La mise en œuvre de la réforme, notamment l'engagement politique, le soutien des partenaires techniques et financiers, la multiplication de centres de déclaration sur le terrain, la disponibilité des supports d'enregistrement et les campagnes de sensibilisation pour stimuler les déclarations, ont été les vecteurs de cette progression. Les résultats de cette politique, appuyée jusqu'à présent par le Programme d'Appui au Renforcement du Système de l'Etat Civil (PARSEC) financé par l'Union européenne et l'UNICEF, sont donc déjà tangibles.

Risques et hypothèses : Plusieurs risques ont été identifiés (insécurité socio-politique, manque d'implication du Ministère de la justice et/ou des communes, manque de coordination des interventions des PTF, etc.). Malgré ces risques, le projet apparaît réalisable sur les hypothèses de base suivantes sont respectées. L'Etat a la volonté politique de poursuivre la réforme globale du système d'état civil et assure à la Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés (DGEC-R), ainsi qu'aux collectivités locales, un financement suffisant pour leur permettre de remplir pleinement leurs missions. Enfin, que le système d'état civil est en mesure d'absorber les données supplémentaires qui résultent de la forte croissance démographique.

Enseignements tirés : L'Union européenne intervient directement dans le secteur, via le PARSEC. Ce projet a permis de mieux comprendre les difficultés mais aussi les perspectives positives d'amélioration du système d'état civil nigérien. Cependant, il est apparu que le contrôle judiciaire demeure insuffisant. Il devra donc être mis l'accent sur la dimension protection du citoyen. Par ailleurs, il a été constaté un manque de coordination des interventions des partenaires générant des doublons et des confusions, d'où la nécessité de renforcer les instances de pilotages techniques et politiques de l'état civil.

Complémentarités : La nature transversale de l'état civil (près de sept Ministères impliqués) oblige à veiller à une bonne complémentarité des actions. En effet, l'Union européenne intervient directement ou indirectement dans le secteur, via le PARSEC, le Programme d'Appui à la Justice et à l'Etat de Droit (PAJED), son appui à la décentralisation contribue au renforcement des capacités des communes. Par ailleurs, la Banque Mondiale, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et la GIZ, sont autant de partenaires techniques et financiers impliqués dans l'état civil. Une concertation existe avec les PTF notamment avec l'UNICEF, l'UNFPA et l'UE dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Etat Civil (PNEC). Cette concertation n'a pas donné satisfaction et devra être renforcée dans le cadre de l'action.

Par ailleurs, le programme est également en phase avec les orientations du Plan d'action de La Valette, en particulier les domaines 2 "Migration légale et mobilité" et 5 " Retour, réadmission et réintégration". Ce programme contribuera à travers le renforcement des capacités des autorités du pays à améliorer les procédures d'enregistrement et à rendre le système d'état civil plus cohérent et robuste. A cet effet, il est prévu à l'horizon 2020 que l'appui à ce service public se traduise par une nette amélioration, d'une part de la proportion des citoyens disposant de pièces d'état civil (passant de 45 à 80%) et, d'autre part du nombre de communes informatisées et équipées (qui passeront de 0 à 82 sur un total de 266) ainsi que par la mise en œuvre du fichier national sécurisé de l'état civil en 2019.

Questions transversales : La Convention relative aux droits de l'enfant précise à cet égard que les États doivent « *prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits de l'enfant* ». C'est pourquoi la mise en place d'un état civil fiable est une des conditions de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'enregistrement de la naissance, première reconnaissance juridique de l'enfant, est indispensable à la satisfaction de besoins concrets, en particulier l'accès à l'éducation (ODD n° 16.9). L'état civil est également une condition essentielle à la promotion de l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes (ODD n° 5.1), qui suppose un accès plus large à l'éducation, particulièrement dans les zones rurales, à des emplois formels, à la citoyenneté active (exercice du droit de vote, accès à des fonctions électives, etc.).

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Jusqu'en 1984, l'état civil nigérien était organisé par le code civil français et l'arrêté n° 4602/AP du 16 août 1950. Il a fallu attendre 1985 pour que l'état civil nigérien soit réformé avec l'adoption de l'ordonnance 85-005 du 29 mars 1985 fixant son organisation et son fonctionnement et les textes d'application de ladite ordonnance. Néanmoins, la Commission de réforme de l'état civil au Niger de 1985 a uniquement arrêté des modalités pratiques pour servir à l'enregistrement de l'enfant naturel reconnu ou non reconnu.

Il s'avérait donc nécessaire de modifier cette législation. Ainsi, la deuxième réforme est intervenue en 2007. Elle avait adopté une approche participative avec des consultations de la société civile dans les régions appuyées par l'UNICEF. L'Etat du Niger s'est alors vu doté d'une Politique Nationale de l'Etat Civil (PNEC) assortie d'un plan d'action. Dans le cadre de cette réforme, la loi 2007-30 du 03 décembre 2007, portant régime de l'état civil au Niger a été adoptée et son décret d'application est intervenu le 17 juin 2008 (décret n°2008-189). Par l'adoption du Plan de Développement Economique et Social 2012-2015 au début de mandat, le Président Issoufou confirmait l'engagement fort de son gouvernement au "renforcement des capacités du système de l'état civil" comme une des composantes majeures de l'axe 2 "création des conditions de durabilité d'un développement équilibré et durable". L'ensemble de cet arsenal juridique démontre la volonté manifeste des pouvoirs publics de prendre en compte les questions de l'état civil dans les politiques nationales.

L'objectif de cette politique est de s'assurer, d'une part, que tout citoyen nigérien soit en mesure de disposer d'un acte de naissance (universalité) et, d'autre part, de sécuriser la production d'actes d'état civil. Enfin, il devenait indispensable que le dispositif juridique s'adapte aux évolutions régionales et internationales en matière d'état civil, notamment par la

prise en compte des conventions internationales ratifiées (Convention des Droits de l'Enfant) par les autorités nigériennes ainsi que du processus d'intégration régional (Conférence de Durban de 2012, relative à l'enregistrement des faits d'état civil).

Un point très positif de la loi de 2007 réside dans l'unification du statut de centre d'état civil. Elle s'inscrit d'ailleurs dans la logique de décentralisation et de transfert des compétences aux communes. Plus précisément, il s'agit d'une délégation de compétence puisque les centres sont créés par l'autorité administrative sur proposition des Maires.

Le diagnostic institutionnel de l'état civil réalisé dans la cadre du Programme d'appui au renforcement du système de l'état civil au Niger (PARSEC) financé par l'UE, a conclu à la pertinence de la loi de 2007 et de ses décrets d'application moyennant quelques modifications. Dans ce sens, les autorités nigériennes ont retenu le principe d'une révision de la loi et une Commission de révision sera mise en place au courant du premier semestre 2016.¹ Il s'agira principalement de renforcer le rôle des juridictions dans le fonctionnement de l'état civil et d'intégrer plus précisément les conséquences juridiques d'une informatisation.

L'on peut donc conclure que la réforme conduite par les autorités nigériennes dispose d'un corpus juridique crédible. Par ailleurs, la création récente de la Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés constitue un organe de pilotage de la réforme tout à fait intéressant.

En sa qualité de délégation de mission aux communes, l'état civil constitue un service de proximité principalement du ressort des collectivités territoriales. Dans la mesure où les officiers d'état civil sont élus (maire), la question de l'appropriation locale ne se pose pas. Néanmoins, il a été constaté une faible mobilisation des communes, tant pour le fonctionnement que pour l'investissement en matière d'état civil. Des actions de sensibilisation et des incitations, notamment au travers de fonds de décentralisation, sont en cours ou programmées.

La coordination de la réforme de l'état civil est une prérogative du Ministère de l'Intérieur et son pilotage est confié à la Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés (DGEC-R). Comme précisé plus haut, cette coordination apparaît satisfaisante. Par ailleurs, il existe un cadre de concertation (instance politique) regroupant plusieurs ministères (Justice, Economie et Finances, Affaires Etrangères, Santé, Education) et les partenaires techniques et financiers (Union européenne, UNICEF, FNUAP, ONG internationales, etc.). Ce cadre politique est appuyé par un comité technique de suivi. On constate néanmoins que ce cadre de concertation n'est que très peu impliqué. L'intervention devra redynamiser ce comité.

Aujourd'hui, l'on observe que l'offre des services d'état civil a augmenté et l'enregistrement des faits d'état civil a évolué significativement, avec un taux de 64 % pour les naissances (EDSN-MICS 2012)². La mise en œuvre de la réforme notamment l'engagement politique, le soutien des partenaires techniques et financiers, l'opérationnalisation des Directions régionales et départementales de l'état civil, la multiplication de centres de déclaration sur le

¹ En début janvier 2016 le Niger a démarré l'évaluation de son système de l'état civile comme demandée par l'Union Africaine et avec le support des Nations Unies suite aux conférences de Durban et Yamoussoukro (voir infra § 3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs): la Commission de révision de textes sera mise en place à la conclusion de ces travaux. NB: la DUE est représentée dans les organes (comité technique et comité de pilotage) en charge de cette évaluation.

² Ce taux était de 32 % en 2005.

terrain (passage d'environ 7000 centres à 16093 en 2015, dont 10073 opérationnels³), la disponibilité des supports d'enregistrement et les campagnes de sensibilisation pour stimuler les déclarations, ont été les vecteurs de cette progression. Les résultats de cette politique, appuyée jusqu'à présent par le PARSEC financé par l'Union européenne et l'UNICEF, sont donc déjà tangibles.⁴

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Le développement d'un état civil fiable au Niger contribuera à garantir la sécurité juridique et les droits individuels des citoyens. L'ensemble de la population nigérienne pourra ainsi se prévaloir de sa citoyenneté. Les premiers bénéficiaires seront les enfants et les femmes. En effet, la possession d'un acte de naissance donne accès à l'école. Un état civil fiable contribue aussi à l'émancipation des femmes en leur permettant l'accès à la fonction publique, de faire reconnaître leur droit en matière d'héritage, la possibilité d'ouvrir un compte à la banque, etc. Enfin, l'amélioration de l'état civil sécurisera la délivrance des documents de voyage et facilitera la circulation dans des conditions de régularité de l'ensemble de la population nigérienne.

Toutes les communes du Niger (255) sont parties prenantes de la réforme de l'état civil. En effet, les maires, en leur qualité d'officier d'état civil, ont la responsabilité d'assurer le fonctionnement de l'état civil dans leur commune. Cependant, l'on constate de fortes disparités régionales, notamment en termes d'accès à l'énergie et au réseau de télécommunication. Ainsi, principalement dans les régions du Nord, la tâche des Maires reste très difficile pour remplir leur mission d'officier d'état civil.

Au-delà de ces disparités, il a été constaté que la contribution des collectivités locales ne représentait qu'à peine un tiers du fonctionnement de l'état civil et n'y consacraient que 2% de leur budget en 2014. Il sera indispensable de sensibiliser les Maires aux avantages d'un système d'état civil efficient, notamment concernant de traçabilité des foyers fiscaux (registres communaux).

Les chefs coutumiers sont aussi parties prenantes de l'état civil car ils appuient les chefs des centres de déclaration au sein des villages.

Concernant les parties prenantes institutionnelles, de nombreuses administrations sont impliquées dans le fonctionnement de l'état civil mais il convient plus particulièrement de mentionner la DGEC-R, Ministère de la Justice (juridictions) et le Ministère de la Santé.

La DGEC-R assure la maîtrise d'ouvrage de la réforme de l'état civil et verra ses capacités renforcées afin d'être en mesure d'assurer pleinement sa mission.

³ Par opérationnel on entend que le centre de déclaration dispose de personnel (chef de village ou personnel médical du Centre de Santé Intégré) formé qui enregistre des déclarations régulièrement. Ces centres de déclaration transmettent les données aux centres principaux (dans chaque commune, donc il y en a 266) ou aux centres principaux secondaires (dans les communes particulièrement peuplées: il existe une quarantaine de centres principaux secondaires). La transmission devrait se faire par collecte de l'agent d'état civil des centres principaux (une moto leur a été fournie à cette fin) une fois par mois. Lors de la collecte des nouveaux enregistrements l'agent remet les actes relatifs aux enregistrements du mois précédant. Tous les centres principaux n'arrivent toutefois pas à cette collecte de manière systématique et régulière à présent. Les données sont ensuite transmises trimestriellement des centres principaux aux centres départementaux qui à leur tour les transmettent aux centres régionaux et ensuite au niveau central.

⁴ Un tableau de bord créé et alimenté grâce à l'appui du projet permet de mesurer annuellement l'évolution des principaux indicateurs de l'état civil et ainsi d'assurer un suivi.

La place du Ministère de la Justice, et en particulier les juridictions, sera renforcée tant au niveau de la révision des textes qu'au niveau de ses capacités de contrôle judiciaire de l'état civil.

Enfin, le Ministère de la Santé, et plus précisément, les centres de santé seront largement impliqués dans le projet car les personnels de santé assurent aussi le rôle d'auxiliaire de l'état civil par la gestion des centres de déclaration.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaire/analyse des problèmes

L'action a pour objet d'accompagner la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Etat Civil (PNEC) et de son plan d'actions afin d'améliorer l'enregistrement des faits d'état civil et de sécuriser le système.

Analyse des problèmes

1. Bien que l'on observe une hausse des taux de déclaration des faits d'état civil, principalement pour les naissances, une faible part de la population dispose d'un acte (naissance, mariage, décès). Or, de tels documents sont indispensables pour accéder au système scolaire, pour obtenir des pièces d'identité, pour accéder à la fonction publique, etc. La non-obtention d'actes d'état civil constitue donc un manquement au droit des personnes et particulièrement aux droits de l'enfant et des femmes.
2. Il existe de fortes disparités régionales en matière d'accessibilité à l'état civil. Par exemple, la région d'Agadez couvrant 53 % du territoire ne comprend que 7 % des centres. La volonté des autorités d'instaurer un centre de déclaration dans tous les villages (17 000 environ) devrait améliorer les taux de couverture. Néanmoins, pour répondre à l'objectif de l'universalité de l'état civil, il faudra veiller à intégrer le critère d'accessibilité géographique afin de ne pas accentuer les déséquilibres régionaux. Un effort particulier sera porté aux régions fragiles dans le cadre du projet, notamment par le renforcement des directions régionales de l'état civil et des communes les moins dotées.
3. Le diagnostic récent a montré que les conditions d'archivage des registres de l'état civil étaient tout à fait déficientes. Il n'existe en effet aucun système de classification des registres, les centres ne disposent ni de salle ni d'armoire dédiées aux registres. Les registres d'état civil sont des documents confidentiels. Leur conservation doit obéir à des mesures de sécurité appropriées, notamment afin d'éviter toute fraude documentaire. Par ailleurs, ces documents sont souvent consultés plusieurs années après leur rédaction afin de produire des extraits d'actes. Il est donc nécessaire de les archiver soigneusement pour éviter les atteintes de l'humidité, de la pluie et des rongeurs.
4. Les organes de pilotage de la politique nationale existent mais doivent être renforcés. Le cadre de concertation et son comité de suivi n'assurent que partiellement leur rôle de coordination (les initiatives des partenaires techniques et financiers évoluent en parallèle). Par ailleurs, la Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés (DGEC-R), organe de pilotage de la réforme, ne dispose pas actuellement des ressources humaines et matérielles lui permettant de réaliser efficacement ses missions. Il convient néanmoins de souligner que de nouveaux locaux adaptés sont actuellement en construction et devraient accueillir la DGEC-R, début 2016.

5. Les contestations récurrentes relatives à la fiabilité du fichier électoral plaident largement en faveur d'un système d'état civil efficient.⁵ Les autorités nigériennes ont accepté l'idée d'un fichier d'état civil sécurisé (fichier source) qui permettra de mettre à jour aisément le fichier électoral. Pour ce faire, il sera procédé à la sécurisation du système d'état civil en apportant un appui à son informatisation pour laquelle une réforme de la loi serait nécessaire.

Domaines d'intervention prioritaires

L'analyse des problèmes conduit à proposer les actions prioritaires centrées autour de trois axes d'intervention, à savoir :

- 1 - L'amélioration de la gouvernance de l'état civil : appui pour un meilleur pilotage de la politique nationale (révision des textes, mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation de l'efficacité de la réforme, élaboration du tableau de bord des indicateurs de performance);
- 2- L'amélioration des connaissances sur l'état civil : campagnes de sensibilisation nationales auprès de la population, sessions de formation des acteurs, études spécifiques;
- 3 - Sécurisation du patrimoine de l'état civil par la mise en place d'un système d'archivage efficient, la réhabilitation des infrastructures et l'informatisation : étude archivistique réhabilitation et équipement des locaux dédiés à la conservation des actes et des registres ainsi que des directions régionales de l'état civil ; informatisation de l'état civil et reprise de l'antériorité des actes.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
Détérioration de la situation sécuritaire liée aux échéances électorales au point où les activités sont temporairement suspendues	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - L'UNICEF dispose d'un plan de sûreté garantissant la sécurité des experts - Durant la phase éventuelle de suspension, l'UNICEF dispose des capacités pour sécuriser les équipements du projet
Non exploitation du fichier de l'état civil élaboré avec l'appui du projet par les autorités pour la mise à jour du fichier électoral, notamment biométrique, à l'horizon des élections présidentielles de 2020	Moyen /Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet sera mis en œuvre en étroite collaboration avec le Secrétariat Permanent de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante). Il s'agira de disposer d'un fichier central de l'état civil qui sera exploité pour la mise à jour de la liste électorale lors des élections de 2020. - Il sera proposé que la CENI (ou son Secrétariat Permanent) soit membre du comité de pilotage afin que la problématique de mise à jour du fichier électoral soit bien prise en compte lors de la mise en œuvre de la réforme.

⁵ Voir entre autre les recommandations du Rapport de synthèse des travaux de l'audit du fichier électoral du Niger produit le 3 janvier 2016 par la mission de l'OIF (Organisation International de la Francophonie).

Faible coordination des interventions des partenaires techniques et financiers (PTF) dans le domaine de l'état civil	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - La Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés (DGEC-R), organe de pilotage de la réforme, a vu son rôle de coordination renforcé (seul point d'entrée en matière d'état civil); - Un comité technique regroupant l'ensemble des PTF et présidé par la DGEC-R sera créé dans le cadre du projet.
Insuffisances des contributions financières des autorités nigériennes et des collectivités territoriales pour assurer le fonctionnement de l'état civil nigérien	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - Un plaidoyer auprès de la Direction Générale des Collectivités Territoriales sera réalisé afin que les fonds fiduciaires dédiés (fonds de décentralisation, fonds d'appui aux collectivités) prévoient des appuis aux communes pour l'état civil - Des actions de sensibilisation/formation à l'attention des maires seront réalisées dans le cadre de l'intervention - Dialogue politique UE-Gouvernement du Niger sur les investissements de ce dernier en matière d'état civil
Faible implication du Ministère de la Justice et des juridictions dans leur rôle de contrôle judiciaire de l'état civil	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Les magistrats des juridictions seront fortement impliqués dans le processus de révision des textes de l'état civil (ateliers régionaux) - Il sera proposé qu'un juriste assermenté soit affecté dans chaque direction régionale de l'état civil
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat a la volonté politique de poursuivre la réforme globale du système d'état civil et intègre les activités du projet dans la perspective globale de cette réforme. - L'Etat assure à la DGEC-R, ainsi qu'aux collectivités locales, un financement suffisant pour leur permettre de remplir pleinement leurs missions. - Les ressources humaines qualifiées, les infrastructures et les équipements sont suffisants dans le pays pour accompagner le processus d'informatisation de l'état civil. - Le système d'état civil est en mesure d'absorber les données supplémentaires qui résultent de la forte croissance démographique. 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

L'Union européenne intervient directement dans le secteur, via le PARSEC en collaboration avec l'UNICEF. Ce projet a permis de mieux comprendre les difficultés mais aussi les perspectives positives d'amélioration du système d'état civil nigérien. Ainsi, il a été constaté que les autorités nigériennes étaient fortement sensibilisées à l'importance d'un état civil national performant. Elles se sont donc pleinement impliquées, notamment la DGEC-R, afin d'améliorer significativement les résultats obtenus tant au niveau de l'offre de services de l'état civil (généralisation des centres de déclaration) qu'au niveau de la demande (hausse significative des déclarations de naissances). Néanmoins, il est apparu que le contrôle

judiciaire demeure insuffisant. Le présent projet devra donc mettre l'accent sur la dimension protection du citoyen en matière d'état civil. Par ailleurs, il a été constaté un manque de coordination des interventions des partenaires générant des doublons et des confusions. Il sera donc nécessaire de renforcer les instances de pilotages techniques et politiques de l'état civil afin que toutes interventions des partenaires s'inscrivent dans le cadre de la réforme nationale de l'état civil.

L'évaluation à mi-parcours de la composante « Appui à l'état civil » du projet PASTAGEP conclut « *Au 30 juin 2015, et de manière globale, le bénéficiaire de l'Action exprime son entière satisfaction quant au déroulement du projet et à la gestion de l'UNICEF* » (p.41). Les résultats de cette évaluation incitent fortement à poursuivre l'appui à l'état civil au Niger.⁶

A l'échelle du continent africain, on observe aujourd'hui une volonté des organisations régionales, en particulier l'Union Africaine, d'harmoniser les procédures d'enregistrement de l'état civil.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

La nature transversale de l'état civil (près de sept Ministères impliqués dans la Réforme) oblige à veiller à une bonne complémentarité des actions. L'Union européenne, dans le cadre du 10^e FED, intervient directement dans le secteur, via le PARSEC en collaboration avec l'UNICEF. Le programme d'appui à la justice et à l'état de droit (PAJED) apporte aussi un appui indirect à la politique nationale de l'état civil. Enfin, l'appui de l'UE à la décentralisation contribue au renforcement des capacités des communes et donc de l'état civil. Dans le même esprit, la Banque Mondiale soutient le processus de décentralisation au travers du Fonds d'Actions au Communes (FAC). La première composante, renforcement des capacités des agents communaux, devrait aussi bénéficier à l'état civil.

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) contribue également au renforcement du système à travers le financement de l'exploitation des volets statistiques de l'état civil.

Enfin, la GIZ contribue au travers du programme d'appui à la décentralisation (PRODEC) à la sensibilisation des populations et des maires et à l'informatisation de l'état civil dans ses trois régions d'intervention.

Une concertation existe avec les PTF notamment avec l'UNICEF, l'UNFPA et l'UE dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Etat Civil (PNEC) au travers du Cadre de Concertation (organe politique) et du Comité de Suivi (organe technique). Cette concertation n'a pas donné satisfaction et devra être renforcée dans le cadre de l'action.

Cette prise de conscience par les Etats africains et les partenaires au développement de la nécessité de disposer d'un système d'état civil efficient dans une logique de bonne gouvernance s'est traduite dès 2009 par l'adoption d'un plan d'action à moyen terme pour le renforcement des systèmes d'enregistrement des faits et des statistiques de l'état civil en Afrique. Cette réflexion s'est ensuite confirmée lors les Conférences de Durban (septembre 2012), de Yamoussoukro (février 2015). Conformément au plan d'action à moyen terme, une

⁶ Dans le cadre du 10^e FED, la composante "appui à l'état civil" (PARSEC) fait partie d'un programme plus vaste intitulé "Programme d'appui au développement du système statistique national pour la promotion de la gouvernance et le suivi/évaluation de la pauvreté" (CRIS n° 22728)

évaluation des systèmes d'état civil de l'ensemble des Etats membres de l'Union africaine a été lancée en 2014. Plusieurs pays, dont le Niger, sont en train ou ont réalisé cette évaluation. Si cette initiative est à saluer, il est important de ne pas retomber dans les travers d'une réflexion censée promouvoir l'amélioration des systèmes de l'état civil en concentrant ses efforts sur la production des statistiques d'état civil. Cet écueil est à redouter sachant que ce plan d'action s'appuie sur les Instituts Nationaux de la Statistique dont le rôle ne devrait pas être celui de producteur d'information mais d'utilisateur (exploitation des données collectées par l'administration et/ou structure chargée du pilotage du système). Inverser les rôles concourrait nécessairement à l'échec comme ce fut le cas au début des années 80. L'amélioration des procédures d'enregistrement des faits d'état civil doit être étudiée à l'aune d'une réforme globale, dont le politique occupe une place centrale, et non sous l'angle technique comme cela semble être le cas dans l'initiative actuelle impulsée par les Nations Unies.

Parallèlement, l'Union européenne s'inscrit pleinement dans cette dynamique en apportant un appui à la réforme de l'état civil dans plusieurs Etats africains (Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Tchad, etc.). Cette dynamique va sûrement s'accélérer à la suite du Sommet de La Valette (11-12 novembre 2015) au cours duquel le plan d'action du fonds fiduciaire a explicitement mentionné l'amélioration des systèmes de l'état civil des pays africains comme l'un de ses objectifs prioritaires.

La Banque Mondiale, elle-aussi, en droite ligne des recommandations de l'Union Africaine, se mobilise pour apporter un appui à l'état civil, notamment sur ses interrelations avec le secteur de la santé. C'est le cas par exemple au Cameroun et en République Démocratique du Congo. Les retours obtenus du siège incitent à penser que nous ne sommes qu'au début d'un positionnement plus structurel de la Banque Mondial sur ce sujet.

3.3 Questions transversales

La Convention relative aux droits de l'enfant précise à cet égard que les États doivent *« prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits de l'enfant »*.

C'est pourquoi la mise en place d'un état civil fiable est une des conditions de l'atteinte des ODD. L'enregistrement de la naissance, première reconnaissance juridique de l'existence d'un enfant, est indispensable à la concrétisation d'un certain nombre de droits et à la satisfaction de besoins concrets, en particulier l'accès à l'éducation (ODD n° 16.9). L'état civil est également une condition essentielle à la promotion de l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes (ODD n° 5.1), qui suppose un accès plus large à l'éducation, particulièrement dans les zones rurales, à des emplois formels, à la citoyenneté active (exercice du droit de vote, accès à des fonctions électives, etc.).

Enfin, un système d'état civil fiable et sécurisé constitue un fichier source exploitable par de nombreuses administrations, notamment pour la mise à jour du fichier électoral, du fichier des cartes d'identité, du casier judiciaire, etc. Par ce biais, l'état civil est un des piliers de l'Etat de droit et contribue à la stabilité du pays lorsqu'il est sécurisé.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

L'objectif général du projet est de contribuer à la modernisation du système de l'état civil nigérien. Cette modernisation permettra à ce que tout citoyen puisse disposer d'un acte d'état civil (universalité) afin d'exercer ses droits, et au gouvernement de disposer de données fiables pour les élections et la planification des politiques de développement.

Cet objectif général est en ligne avec les orientations du Plan d'action de La Valette, en particulier les domaines 2 "Migration légale et mobilité" et 5 " Retour, réadmission et réintégration". Ce programme contribuera à travers le renforcement des capacités des autorités du pays à améliorer les procédures d'enregistrement et à rendre le système d'état civil plus cohérent et robuste. A cet effet, il est prévu à l'horizon 2020 que l'appui à ce service public se traduise par une nette amélioration, d'une part de la proportion des citoyens disposant de pièces d'état civil (passant de 45 à 80%) et, d'autre part du nombre de communes informatisées et équipées (qui passeront de 0 à 82 sur un total de 266) ainsi que par la mise en œuvre du fichier national sécurisé de l'état civil en 2019.

Les objectifs spécifiques sont :

- **Objectif spécifique 1** : Contribuer à l'amélioration de la gouvernance de l'état civil
- **Objectif spécifique 2** : Contribuer à l'amélioration des connaissances sur l'importance de l'état civil
- **Objectif spécifique 3** : Contribuer à la sécurisation du patrimoine de l'état civil par la mise en place d'un système d'archivage, la reprise de l'existant et l'informatisation

Le projet propose d'apporter un appui à la révision des textes législatifs et réglementaires, d'élaborer un manuel de procédures et de renforcer la collaboration entre les différents acteurs. Les acteurs chargés de la gestion de l'état civil seront formés et la population sensibilisée. Les registres des centres d'état civil seront indexés, numérisés et sécurisés. Enfin, les communes identifiées,⁷ les directions régionales et la direction générale de l'état civil seront informatisées.

Résultats

- **Résultat 1** : La gouvernance de l'état civil est vertueuse et repose sur des textes révisés, un dispositif de coordination et de pilotage adéquat et un mécanisme de suivi et évaluation de l'efficacité du système de l'état civil efficient.
- **Résultat 2** : Les acteurs nigériens sont formés et la population sensibilisée à l'utilité de l'enregistrement des faits d'état civil.
- **Résultat 3** : Un système d'archivage de l'état civil est mis en place et un fichier national informatisé sécurisé est disponible.

⁷ L'informatisation se fera en plusieurs étapes. Lors de l'étude d'informatisation, 82 communes ont été identifiées comme "informatisables" en priorité et deviendront des communes de référence.

4.2 Activités Principales

Résultat 1 :

- **Activité 1.1. : Appui à la révision des textes régissant l'état civil et à la mise en place de procédures harmonisées :** appui à la constitution et aux travaux de la Commission de révision des textes; appui à l'élaboration et la diffusion d'une instruction générale de l'état civil pour les officiers et agents; appui à la DGEC-R pour l'élaboration et la diffusion d'un règlement intérieur et du manuel des procédures administratives et financières de l'état civil.
- **Activité 1.2. : Appui au pilotage de l'état civil et renforcement des interactions entre les acteurs.** Appuyer l'organisation de réunions régulières du comité d'orientation (pilotage politique) et du comité technique de suivi (pilotage technique); Définir des mécanismes d'interaction (échange d'informations, modalités de coordination) et établir des protocoles et mécanismes de suivi, notamment faciliter l'échange d'informations permettant la mise à jour du fichier électoral, l'établissement des cartes nationales d'identité et plus généralement s'assurer que le fichier de l'état civil soit le fichier source des administrations pour l'identification des personnes.
- **Activité 1.3 : Appui à la mise à jour du tableau de bord de l'état civil.** Appuyer la mise à jour régulière de la cartographie de l'état civil permettant de disposer des indicateurs de suivi et de performance; Diffuser régulièrement les résultats obtenus grâce au tableau de bord ; Mettre régulièrement à jour la cartographie de l'état civil.

Résultat 2 :

- **Activité 2.1. : Etudes spécifiques sur l'état civil.** La première étude à caractère sociologique portera sur l'analyse des spécificités des minorités culturelles pour leur meilleure prise en compte dans la réforme de l'état civil. La deuxième étude « Genre et état civil » aura pour objet de percevoir le rôle des femmes dans l'état civil, non seulement dans l'enregistrement des naissances mais aussi pour l'enregistrement des décès et des mariages. La troisième étude analysera les spécificités des postes consulaires.
- **Activité 2.2. : Acteurs chargés de la gestion de l'état civil formés :** Elaborer et vulgariser les documents pédagogiques; former les agents et officiers d'état civil; former les acteurs clés du système d'état civil (par exemple, délégués de quartier et chefs de villages, formation de formateurs, visites d'études à l'étranger); rganiser des sessions de formation des autres acteurs impliqués dans la gestion (juges, sous-préfets, médecins, directeurs d'écoles etc.).
- **Activité 2.3. Populations sensibilisées à l'importance des déclarations des faits d'état civil :** Elaborer un plan de communication basé sur un sondage d'opinion; réaliser des actions de sensibilisation dans tout le pays (animations culturelles, affichages et spots TV, radios etc.). Ces activités prendront en compte la dimension du genre, la diaspora, les groupes vulnérables et les populations nomades.

Résultat 3 :

- **Activité 3.1 : Mise en place d'un système d'archivage et reprise de l'existant :** Réaliser une étude archivistique; reconstituer et classer les registres et aussi réhabiliter et équiper les salles d'archivage des centres d'état civil en procédant par étapes; réaliser une étude d'indexation et de numérisation des registres ; indexer et numériser les registres des centres d'état civil; reprise de l'antériorité des registres.
- **Activité 3.2 : Réalisation d'études préalables à l'informatisation :** identification des nouvelles technologies pour l'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil; étude "base de données, sécurité, réseaux"; étude infrastructures.
- **Activité 3.3. : Co-développement d'une solution informatique de gestion des données de l'état civil :** élaboration du cahier des charges de la solution informatique; développement du logiciel Système Intégré de Gestion de l'état civil; développement du logiciel Publication des données état civil; développement du logiciel Gestion de la DGEC-R; mise en place d'un help desk, formation des agents à l'utilisation des logiciels de gestion de l'état civil.
- **Activité 3.4. : Informatisation des sites et de la DGEC-R :** équipement informatique des communes identifiées pendant l'étude d'informatisation, de la DGEC-R et des Directions Régionales; mise en œuvre de l'infrastructure réseau; création du fichier central de l'état civil.

4.3 Logique d'intervention

La logique d'intervention est d'accompagner les autorités nigériennes dans leur volonté de rendre le service de l'état civil accessible à tous. Cette volonté s'est traduite par des actions concrètes, telles la promulgation de la loi de 2007 révisant en profondeur le corpus réglementaires, la création des centres de déclaration dans l'ensemble des villages (17 000) permettant ainsi une meilleure accessibilité pour la population, la construction de nouveaux bâtiments affectés à la Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés, etc.

Ces initiatives des autorités nigériennes, auxquelles l'Union européenne a apporté un appui dans le cadre de la composante PARSEC, se sont traduites par une hausse sensible du taux de déclaration des naissances. On constate aussi par un meilleur pilotage du système, notamment par la mise en place d'un tableau de bord au sein de la DGEC-R permettant d'obtenir rapidement des informations précises sur l'état du système (taux de déclaration par commune, équipements disponibles, caractéristiques sociodémographiques des officiers et agents, etc.).

Ces efforts méritent d'être accompagnés et renforcés dans le cadre du présent projet. Néanmoins, on constate que des difficultés majeures persistent qu'il convient de corriger. En premier lieu, les taux de déclarations des naissances a certes augmenté significativement mais cette augmentation ne s'est pas accompagnée de délivrance d'actes d'état civil. A cet égard, les expériences pilotes d'enregistrement des déclarations via la téléphonie mobile trouvent leurs limites car le flux d'informations nouvelles ne parvient pas à être absorbé par le système d'état civil (hausse des déclarations ne donnant pas lieu à la délivrance d'un acte d'état civil). Un autre point préoccupant réside dans le taux extrêmement faible de déclaration des décès et des mariages. Le projet par le renforcement de la formation des comités relais dans tous les villages, devrait contribuer à améliorer l'enregistrement de l'ensemble des faits d'état civil.

Une troisième difficulté majeure concerne l'absence de système d'archivage et de conservation des registres qui hypothèque fortement le patrimoine de l'état civil.

Ces difficultés ont été précisément analysées et conduisent à adopter une vision globale dont la finalité est la sécurisation du système de l'état civil. La logique d'intervention se situe à trois niveaux, l'amélioration de la gouvernance du système afin, d'une part, d'offrir un service de qualité et, d'autre part, de satisfaire à un meilleur contrôle du système. Le second niveau s'attachera spécifiquement à l'amélioration des taux d'enregistrement des faits d'état civil. Cela passera par une sensibilisation de la population à l'intérêt d'être enregistré et par un renforcement des capacités, notamment par la formation, des acteurs afin qu'ils fournissent un service de qualité. Le troisième niveau concerne la sécurisation du système par la création d'un fichier central de l'état civil et la mise en place d'un véritable archivage des registres puis de leur numérisation dans le cadre de la reprise de l'existant.

L'effet direct du projet est que la sécurisation du fichier national de l'état civil entraîne la sécurisation d'autres fichiers d'administrations utilisatrices et notamment celles en charge de la mise à jour du fichier électoral.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre l'action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Niger, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités prévues dans ce programme (section 4.2.) seront menées et les contrats et accords correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés. Les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

5.4. Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Gestion indirecte avec une organisation internationale

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'UNICEF conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 FED applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323. Cette mise en œuvre implique la mobilisation d'une expertise spécifique par l'UNICEF selon ses propres procédures pour apporter un appui à la Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés pour la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de la réforme de l'état civil. L'UNICEF

aura la responsabilité administrative, technique et financière de l'ensemble des activités de l'action.

Ce mode de mise en œuvre se justifie car l'UNICEF est un partenaire incontournable au Niger en matière d'état civil. L'UNICEF-Niger a montré, lors de l'exécution du Programme d'appui au renforcement du système de l'état civil (PARSEC) au Niger financé dans le cadre du 10^e FED, qu'elle était tout à fait en mesure de répondre à cette exigence. Les conclusions de la récente évaluation à mi-parcours du projet sont en ce sens très positives. Par ailleurs, les autorités nigériennes ont clairement indiqué leur souhait de poursuivre les activités avec cet opérateur. Dans une perspective de pérennité des acquis, il est jugé indispensable de s'appuyer sur un opérateur à même de poursuivre un accompagnement à échéance du projet. Enfin, l'UNICEF est en mesure d'apporter son appui à l'Union européenne dans le dialogue politique en matière de réforme de l'état civil.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: lancement d'appels d'offres, évaluation, contractualisation, décaissement rapide des fonds pour la réalisation des activités (missions de terrain, paiement des fournisseurs, etc.).

5.5. Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.6. Budget indicatif

Rubriques	Contribution UE (en EUR)
5.4.1 Gestion indirecte avec UNICEF dont (montants indicatifs):	9 800 000
<i>Composante 1 : Amélioration de la gouvernance de l'état civil</i>	<i>1 350 000</i>
<i>Composante 2 : Formation des acteurs et sensibilisation de la population</i>	<i>1 450 000</i>
<i>Composante 3 : Patrimoine de l'état civil sécurisé</i>	<i>4 525 000</i>
<i>Assistance technique et frais de bureau</i>	<i>1 500 000</i>
<i>Actions de visibilité et communication</i>	<i>50 000</i>
<i>Frais de gestion</i>	<i>625 000</i>
<i>Provision pour imprévus</i>	<i>300 000</i>
5.9 Evaluation et 5.10 Audit	200 000
TOTAL	10 000 000

5.7. Structure organisationnelle et responsabilités

L'action proposée s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'état civil mise en œuvre par les autorités nigériennes depuis 2007. La structure organisationnelle s'inscrit donc dans les instances prévues dans le cadre de la réforme.

La cadre de concertation est l'Instance politique de la réforme. Présidé par le Ministre de l'Intérieur, il détermine les orientations stratégiques de la réforme. Néanmoins, ce cadre de concertation ne remplit pas son rôle car il n'a pas tenu de réunion à ce jour. Des démarches sont actuellement entreprises dans le cadre du PARSEC afin de proposer des solutions pour les autorités nigériennes mettent en place les dispositions assurant un véritable pilotage politique de la réforme. Ce point est essentiel pour la bonne exécution de l'action qui devra s'appuyer sur une instance politique de haut niveau en mesure de prendre des décisions engageantes (révision des textes, sélection des communes à informatiser, sécurisation du fichier central de l'état civil, dialogue avec les ministères dans le cadre du partage des données, etc.)

Le comité technique de suivi est l'instance technique assurant le pilotage de la réforme de l'état civil. Le comité de suivi se réunit régulièrement et assume tout à fait sa mission. Il sera l'instance de référence de l'action. Autant que de besoin, le comité de suivi se réunira pour discuter/amender/valider les orientations techniques du projet.

La Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés (DGEC-R) a pour mission de conduire la réforme de l'état civil. L'action proposée consiste à apporter un appui technique à la DGEC-R afin qu'elle soit en mesure de remplir efficacement sa mission.

La mise en œuvre se fera par le biais d'une convention de délégation avec UNICEF.

Le projet propose la mise à disposition d'un dispositif d'assistance technique permanente au sein de la DGEC-R. Ce dispositif sera composé d'un expert institutionnel (chef de mission), d'un informaticien, ainsi que de personnels d'appui. Cette équipe sera recrutée par l'UNICEF selon les procédures qui lui sont propres. L'assistance technique sera basée au sein de la DGEC-R. Elle apportera un appui-conseil à ses cadres, un appui en formation, un appui technique pour le respect des procédures (notamment de passation de marchés). La composante informatisation de l'état civil étant très importante, il est nécessaire qu'un informaticien puisse être au côté de la DGEC-R de façon permanente.

L'UNICEF aura la responsabilité technique, administrative et financière de l'action. Son implantation locale et son expérience dans le domaine de l'état civil au Niger constituent des gages importants pour la réussite du projet. Par ailleurs, en sa qualité d'organisation internationale fortement implantée au Niger, elle pourra contribuer, au côté de l'Union Européenne, au dialogue politique.

Dans le cadre d'une gestion déléguée indirecte, l'Union européenne aura une implication limitée dans le suivi technique de l'action et concentrera ses interventions sur le dialogue politique dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Néanmoins, les représentants de la DUE-Niaméy participeront en qualité d'observateur à l'ensemble des instances de pilotage de l'action. Comme dans le cadre du PARSEC, l'Union européenne sera invitée à l'ensemble des travaux et à donner son avis pour toute décision engageante. En fait, l'une des raisons importantes qui ont conduit à retenir l'UNICEF comme opérateur de l'action, tient au fait que les interrelations entre l'UE et cet organisme ont été tout à fait satisfaisantes lors de la mise en œuvre du PARSEC.

5.8. Suivi des résultats et rapports

Il est indispensable de disposer d'un dispositif de suivi-évaluation de la réforme de l'état civil, véritable système d'information dont le but est de bien suivre l'exécution des actions engagées, mesurer les résultats obtenus, évaluer leur impact sur les utilisateurs et prendre des mesures correctives jugées nécessaires en relation avec la coordination générale. Les données statistiques sur l'état civil disponibles actuellement sont satisfaisantes grâce au travail accompli depuis près de quatre années par la DGEC-R avec l'appui du PARSEC. Le tableau de bord social ainsi élaboré permet de produire les indicateurs nécessaires au suivi des orientations stratégiques définies dans la réforme. Néanmoins, le dispositif existant mérite d'être complété, notamment par la réalisation d'une cartographie de l'état civil, conçue comme un véritable outil d'aide à la décision (réalisation programmée en début 2016). Par ailleurs, des études spécifiques pourront être réalisées pour compléter les informations obtenues par la cartographie.

Ce dispositif de suivi de la réforme participera également au suivi des progrès des objectifs nationaux et internationaux relatifs à l'état civil par :

- la production en temps opportun d'indicateurs fiables dont le choix sera guidé par les déterminants et contraintes identifiés dans la stratégie et organisés de manière à assurer la production des indicateurs sur les différentes dimensions de l'état civil ;
- la production des indicateurs de mesure des progrès (ou de performance) en matière d'exécution financière et physique des actions de la réforme.

Au sein de la DGEC-R, une cellule technique chargée du suivi-évaluation de la réforme de l'état civil devra être créée avec l'appui de l'assistance technique mobilisée. Elle aura la responsabilité de la production des indicateurs selon les catégories suivantes:

- Indicateurs de mobilisation : permettant de suivre la mobilisation et l'utilisation des ressources devant permettre de réaliser les différentes actions de la réforme;
- Indicateurs de performance : afin d'apprécier l'état de l'exécution physique des projets, c'est-à-dire les résultats opérationnels générés;
- Indicateurs de résultats : permettant de mesurer l'écart entre résultats attendus et obtenus;
- Indicateurs d'impacts : dont la mesure permet de mesurer en ex-post les changements majeurs concernant le système de l'état civil attribuables à la réforme (par exemple, augmentation significative des taux de déclaration des naissances, l'augmentation significative des déclarations des naissances aux centres d'état civil par les médecins, etc.).

Les indicateurs seront produits au niveau national mais aussi au niveau régional. Des rapports réguliers de déroulement ainsi que les rencontres et visites avec les partenaires, les bénéficiaires et autres intervenants de l'état civil permettront de mesurer les effets. Outre l'exploitation des résultats obtenus à partir de la cartographie de l'état civil, la cellule de suivi évaluation pourra réaliser des études légères de terrain pour affiner les analyses.

Enfin, elle devra alerter les autorités compétentes sur tout retard dommageable à la bonne fin de la réforme de l'état civil, notamment concernant la réforme juridique et institutionnelle.

L'UNICEF élaborera régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs élaborés par le

tableau de bord de l'état civil (l'ensemble des indicateurs présents dans le cadre logique sont produit par le tableau de bord).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9. Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

Elle sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport aux résultats concrets obtenus durant la première période de mise en œuvre (environ 2 années) concernant l'amélioration des taux d'enregistrement des faits d'état civil, la capacité effective de la Direction Générale de l'Etat Civil et des Réfugiés à piloter techniquement la réforme (contrôle des agents, transmission des registres aux communes, mise à jour du tableau de bord), la révision des textes réglementaires indispensables pour lancer la phase d'informatisation.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre à l'issue de 24 mois d'exécution de l'action, de préférence à échéance des composantes 1 et 2 de l'action.

5.10. Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre au plus tard au cours des six premiers mois de la dernière année d'exécution du contrat.

5.11. Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus. Pour cette action un montant de 50 000 EUR sera inclus dans le PAGODA avec l'UNICEF.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

[APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)]

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Contribuer à la modernisation du système de l'état civil nigérien afin que :					
	<ul style="list-style-type: none"> - tout citoyen dispose d'un acte d'état civil (universalité) afin d'exercer ses droits, et - le gouvernement dispose de données fiables pour les élections et la planification des politiques de développement 	<p>Part des citoyens disposant d'un extrait d'acte d'état civil</p> <p>Date de mise en œuvre du fichier national sécurisé de l'état civil</p>	<p>45 % (2015)</p> <p>N/A</p>	<p>80 % (2020)</p> <p>2019</p>	<p>Cartographie de l'état civil</p> <p>Fichier national</p>	<p>Les mesures de durabilité sont prévues et l'engagement pris par le gouvernement du Niger pour maintenir infrastructures et procédures sont mis en place afin d'assurer des effets durables de l'intervention</p>
Objectif(s) spécifique(s):	Objectif spécifique (OS) 1 : Contribuer à l'amélioration de la gouvernance de l'état civil	OS I1 Taux de déclaration des naissances	40 % - 65 % (2012)	95 % (2020)	Tableau de bord de l'état civil	Le gouvernement poursuit le processus de création des centres de déclaration dans tout le territoire
		OS I2 Taux de déclaration des décès	2 % - 5% (2012)	50 % (2020)	Tableau de bord de l'état civil	Le gouvernement poursuit le processus de création des centres de déclaration dans tout le territoire
		OS I3 Délai de transcription des déclarations de naissance	ND	< 1 mois	Tableau de bord de l'état civil	Le gouvernement poursuit le processus de création des centres de déclaration dans tout le territoire
		OS I4 Nombre de jugements supplétifs accordés par an et par région	ND	< 1% des actes délivrés	Nombre d'audiences foraines réalisées	Les magistrats des juridictions appliquent effectivement les textes révisés limitant la délivrance de jugements supplétifs
		OS I5 Nombre d'administrations ayant recours au fichier central de l'état civil	Institut National de la Statistique (2016 = 1)	5 (2020) INS CENI MINSANTE MINEDUC MINJUSTICE	Nombre de demandes d'extrait du fichier central	
Effet(s) direct(s)						

	OS 2 : Sensibilisation de la population et des acteurs sur l'importance de l'état civil	OS2 I1 Part des acteurs de l'état civil formés par type de formation, par région, par sexe	Statistiques de DGEC-R (2015)	100 % des officiers et agents ont suivi au moins une formation (2018) –	PV des sessions de formation Base de données du personnel (cartographie) Statistiques de DGEC-R Registres	La capacité actuelle des acteurs est suffisante pour absorber la nouvelle infrastructure, méthodes et outils proposés dans le cadre du projet
		OS2 I2 Niveau de connaissance et perception de l'état civil de la part de la population	Niveau de connaissances de la population sur l'utilité de l'état civil (à déterminer suite à la première campagne de sensibilisation prévue en 2017)	Niveau de connaissances de la population sur l'utilité de l'état civil (à déterminer suite à dernière campagne de sensibilisation (2020)	Statistiques de DGEC-R Rapports d'analyse des campagnes de sensibilisation	La population locale est ouverte pour recevoir les informations diffusées
	OS 3 : Contribuer à la sécurisation du patrimoine de l'état civil	OS3 I1 Date d'opérationnalisation du fichier national de l'état civil	N/A	2019 (N+3)		Aucun événement politique important ne doit survenir, qui interdirait la mise en ouverture
		OS3 I2 Part des centres principaux d'état civil disposant d'un mode d'indexation des registres	0% (2016)	100% (2020)	Visites d'inspection de la DGEC-R	La totalité des communes du pays sont accessibles
		OS3 I3 Part des centres principaux disposant d'une salle d'archivage	< 10 % (26?) 2015	100 % (266) 2020	Visites d'inspection de la DGEC-R	Les communes consacrent effectivement une part de leur budget d'investissement
	Produits	R1 I1 Taux de participation des magistrats des juridictions à la révision des textes	2007 – 2010 : Aucun magistrat de juridiction	2019 : 100 % des magistrats des juridictions invités	Listes de présence des ateliers régionaux	Le Ministère de la Justice implique effectivement les juridictions
		R1 I2 Nombre des textes révisés et adoptés	2016 : 0	2019 : 5	Date d'inscription au journal officiel	Toutes les parties prenantes sont disponibles et prêts à coopérer

Décret n°2007-182/PRN/MI/D du

				25 Mai 2007 ; Loi n° 2007-30 du 3 décembre 2007 Décret n°2008-189/PRN/MI/SP/D Instructions générales Règlement intérieur de la DGEC-R		
		R 1 I3 : Date de validation du manuel de procédures de la DGEC-R	N/A	2018	Publication du manuel de procédures	
		R1 I3 Nombre de réunions du cadre de concertation de l'état civil	0 (2011 – 2015)	au moins une (1) réunion par an (2017 – 2020)	Procès-verbaux (PV) des réunions	Toutes les parties prenantes sont disponibles et prêts à coopérer
		R1 I4 Délai de mise à jour du tableau de bord de l'état civil	Semestriel (2016)	Trimestriel (2018)	Rapport des missions d'inspection de la DGEC	Les capacités de la DGEC-R sont renforcées Sur quoi se fonde cette hypothèse? Y a-t-il un plan de renforcement des capacités au-delà de ce projet? Sinon, le manque de capacité est un risque sérieux. Suggéré comme l'hypothèse ici – « Il y a la capacité suffisante sur le côté de DGEC-R »
	R 2 : Les acteurs nigériens sont formés et la population sensibilisée à l'utilité de l'enregistrement des faits d'état civil.	R2 I1 Nombre d'études spécifiques sur l'état civil réalisées	0 (2016)	3 (2018)	Rapports d'études	
		R2 I2 Nombre d'agents et officiers, autres acteurs d'état civil formés (formation bureautique, formation juridique)	10 000 (2012-2015)	17000 (2017 – 2019)	Rapport des sessions de formation	Les 17 000 centres de déclarations prévus sont opérationnels
		R2 I3 Taux de couverture des campagnes de communication/sensibilisation	11 % (2016)	100 % (2020)	Contrats et conventions de partenariats	Les acteurs des mass-média sont disponibles et disposés à coopérer avec le projet

		R2 I4 Nombre de campagnes ciblées (genre, enfants, minorités)	0 (2016)	2 (2019)	Contrats, supports	Etudes spécifiques sur l'état civil sont menées avec succès permettant la connaissance des nuances dans les communications avec les groupes de préoccupation
	R 3 : Un système d'archivage de l'état civil est mis en place, les centres d'état civil sont réhabilités et un fichier national informatisé est disponible	R3 I1 Nombre de communes informatisées et équipées	0 (2016)	82 (2020)	Tableau de bord de l'état civil	La situation politique reste favorable à la mise en œuvre du projet et permet l'accès à toutes les communes
		R3 I2 Part des registres scannés	0% (2016)	100% (2020)	base de données des registres	La totalité des communes du pays sont accessibles
		R3 I3 Nombre de salles d'archivages réhabilitées	0 (2016)	266 (2020)	PV de réception	La totalité des communes disposent de locaux pour l'archivage
		R3 I4 : Nombres d'agents formés à l'utilisation des logiciels de gestion de l'état civil	0 (2016)	100 % des agents de la DGEC-R et des communes informatisées	Manuels de formation Rapports de formation Listes d'émargement	